PARTAGE TEMOIGNE

BULLETIN D'INFORMATION N°180 / JUIN 2021

FOCUS

Nouveau partenaire à Mayotte : un choix assumé d'intervenir dans un département français

PARTAGE & la Coalition Éducation : projet d'étude

DOSSIER

L'école en situation de crise

Partage
avec les enfants du monde

Sommaire

3 Actualités

4 Dossier
L'école en situation de crise

8 Focus
Nouveau partenaire à Mayotte : un choix assumé d'intervenir dans un département français

PARTAGE & la Coalition Éducation : projet d'étude

10 Bénévoles
Le réseau bénévole en adaptation permanente face à la crise

11 Parrains
Le parrainage : un outil pour les éducateurs au service des enfants

Edito

Chères amies, chers amis,

Nous vous proposons dans ce numéro un dossier sur l'incroyable adaptation des activités de nos partenaires dans un contexte d'urgence sanitaire où tous les enfants du monde ont été privés d'école, espace indispensable de protection et de construction de l'avenir de nos sociétés. Nous avons toutes et tous été touché.e.s dans nos cœurs, dans nos corps, dans nos familles par la COVID-19. Cette pandémie, qui nous mobilise, ne doit pas éclipser les nombreuses autres crises que traversent nos 29 partenaires à travers le monde.

Crise économique et politique dramatique comme au Liban ou en Haïti, où un avenir incertain se dessine pour des milliers d'enfants. Insécurité alimentaire comme en Inde ou à Madagascar où la famine sévit encore gravement dans le sud. Crises migratoires comme à Mayotte, dans notre propre pays, où des enfants sont privés de leurs droits fondamentaux. Guerres et conflits armés comme en Palestine où les enfants que nous accompagnons vivent dans une insécurité totale, ou encore au Burkina Faso où les actes terroristes sont à l'origine de déplacements massifs des familles.

La COVID-19 exacerbe et accentue les inégalités, elle atteint l'expression des droits humains, tout particulièrement des droits de l'enfant.

Votre soutien nous permet de maintenir notre présence. En 2020, votre générosité a renforcé notre action, toujours dans une approche systémique et holistique, nous permettant d'agir sur les multiples leviers de la pauvreté.

Les innovations sociales de nos partenaires pour s'adapter aux conséquences de la COVID-19, construites pendant cette crise sanitaire, sont remarquables : outils numériques accessibles au plus grand nombre, émissions de radio, suivi social des enfants dans les foyers, supports pédagogiques à destination des enfants et des parents, soutien psychosocial adapté, actions d'hygiène renforcées, etc. Nous avons l'intime conviction que ces approches construites en quelques semaines et expérimentées sur au moins deux années scolaires sont les trésors de demain pour répondre mieux et plus efficacement à des contextes d'urgence « multi-crises », de plus en plus fréquents.

Nous vous remercions chaleureusement de votre soutien inestimable, et toute l'équipe que je représente aujourd'hui, bénévoles et salarié.e.s, est très fière de contribuer à répondre aux multiples besoins nés de ces crises.

Très bonne lecture,

Yolaine Guérif
Directrice générale

PARTAGE
40, rue Vivenel - BP 70311
60203 Compiègne Cedex
Tél. 03 44 20 92 92

Association de solidarité internationale fondée en 1973
Régie par la loi de 1901
Reconnue d'utilité publique, pouvant recevoir des legs, donations et assurances-vie.

Directeur de la publication :
Dominique Bissuel
Rédactrice en chef :
Jennifer Duquesne
Rédactrice en chef adjointe :
Sabrina Musial

Comité de rédaction :
Marie Benketaf, Colin Boyaval, Nahuel Dumenil, Elise Goujon, Julien Guillaume, Sylvia Guarneri, Hélène Mahieus, Anne-Laure Narcy, Claudine Paraire, Yasmine Satour

Toutes les photos sont authentiques, elles ont été prises par des membres ou partenaires de PARTAGE

Conception :
Sabrina Musial
Chargée de communication
Abonnement annuel : 12 euros
ISSN : 12908738
Dépôt légal : 2ème trimestre 2021

E-mail : info@partage.org
www.partage.org
Sur Facebook :
www.facebook.com/associationpartage
Sur Youtube :
www.youtube.com/partagefrance
Sur Linkedin :
www.linkedin.com/company/11220190/admin/
Sur Instagram :
https://www.instagram.com/partage__association/

MIXTE
Papier issu de sources responsables
FSC® C131468
FSC www.fsc.org

Le Forest Stewardship Council (FSC) est un label environnemental, qui assure que la production de bois ou d'un produit à base de bois a respecté des procédures censées garantir la gestion durable des forêts.

Partenaire

Réduction de la fracture numérique au Burkina Faso

Comme dans de nombreux pays, au Burkina Faso, la pandémie de COVID-19 a entrainé la fermeture des établissements scolaires pendant plusieurs mois en 2020, engendrant ainsi fragilisation et perte des apprentissages et menant à un risque fort d'abandon, particulièrement pour les enfants des familles les plus vulnérables qui n'ont pas eu accès aux canaux de diffusion des cours à distance (programmes télévisuels, cours sur internet ou par radio).

C'est la raison pour laquelle notre partenaire burkinabè à Bobo-Dioulasso, le Dispensaire Trottoir, grâce à un don exceptionnel que PARTAGE a reçu en 2020, intervient par la construction et l'équipement d'une salle multimédia qui permettra à 1 260 élèves du primaire, 1 400 lycéens et 192 enseignants de bénéficier d'une formation et d'un accès aux Nouvelles Technologies d'Information et de Communication (NTIC). En parallèle, un renforcement des cours de soutien scolaire de CM1-CM2 permettra aux élèves en difficulté de rattraper leur retard et ainsi de ne pas décrocher.

Projets

Solidarité Liban - Enfants en détresse : le projet sur 3 ans est lancé !

Merci aux 480 premiers parrains Solidarité Liban ! Voilà maintenant quelques semaines que la campagne de mobilisation pour le projet Solidarité Liban est lancée et nous enregistrons déjà près de 480 marraines et parrains engagé.e.s ! Nous les remercions très sincèrement pour leur fidélité et souhaitons la bienvenue à celles et ceux qui nous rejoingnent !

Restons tous mobilisés ! Nous cherchons encore 220 personnes désireuses de s'engager ! Notre objectif n'est pas encore atteint. Le projet Solidarité Liban a besoin du soutien de 700 parrains et marraines !

Aidez-nous ! D'un montant de 15 euros par mois (soit 5,10 euros après déduction fiscale) sur une durée limitée à 3 ans, chaque parrainage nous permettra d'accueillir les enfants et d'organiser leur reconstruction psychologique et éducative, le soutien scolaire, la formation des parents et les cours d'alphabétisation… Des réponses qui peuvent faire la différence et redonner espoir à ces familles désespérées.

www.projet-liban.partage.org

Échanges entre le Liban et la France

Dix jeunes de Compiègne et dix jeunes de Beyrouth bénéficiaires du Mouvement Social Libanais (MSL) se sont lancés dans un grand projet de rencontre interculturelle !

Accompagné.e.s par le MSL, PARTAGE, PARTAGE Oise et la Ville de Compiègne, ces jeunes s'engagent dans un cycle d'un an et demi d'échanges et de rencontres autour des notions de solidarité, de paix, de citoyenneté et de vivre ensemble, à l'issue duquel ils seront accueillis par le MSL comme animateur.rice.s bénévoles de leur Centre Aéré 2022.

Le mercredi 31 mars 2021, la première phase du projet a été lancée à Compiègne ! PARTAGE Oise a présenté PARTAGE, son réseau de partenaires à l'international, son réseau d'Associations Affiliées, et testé son jeu « *Suite qui Pique* » qui propose une introduction aux notions de solidarité internationale.

Prochaine étape ? PARTAGE Oise proposera aux jeunes français.e.s un travail sur leurs motivations au voyage.

L'école en situation de crise

Depuis plus d'un an, la planète est secouée par une crise sanitaire majeure qui met à rude épreuve les systèmes éducatifs et risque de laisser des traces indélébiles sur toute une génération d'élèves. En effet, il y a tout juste une année, au plus fort de la pandémie de COVID- 19, près d'1,5 milliard d'apprenant.e.s étaient privé.e.s d'accès à l'éducation, soit 84,5 % de l'ensemble des apprenant.e.s à l'échelle mondiale[1]. Une situation inédite. Mais la pandémie de COVID-19 ne doit pas faire oublier que nos partenaires subissent d'autres crises : sécuritaire comme au Burkina Faso avec l'afflux de déplacé.é.s internes ; climatique et alimentaire suite à la sécheresse comme dans le sud de Madagascar, politique et économique avec la déliquescence de l'État et l'inflation galopante comme au Liban… Toutes ces crises, parfois cumulées, fragilisent les populations et ont un lourd impact sur les principales victimes : les enfants.

Face à ces crises, l'école reste une solution d'avenir : elle fournit une protection physique mais aussi psychosociale et cognitive. En effet, sans école, les enfants et les jeunes déscolarisés sont exposés à un plus grand risque de violences et de maltraitances, de mise au travail, d'enrôlement dans les combats, de prostitution et d'autres activités, parfois criminelles, menaçant leur vie. Sans accès à l'école, sur le terrain, nos partenaires doivent redoubler d'efforts pour protéger les enfants et promouvoir l'éducation en tant que droit fondamental. Les droits de l'enfant ne sont pas mis en suspens en situation d'urgence. Bien au contraire. Ce n'est qu'alors que l'Objectif du Développement Durable 4 « Assurer une éducation de qualité inclusive et équitable pour toutes et tous en 2030 » aura une chance d'être atteint.

Pour faire face à la multiplication des crises, au niveau international, les opérateur.ice.s se concertent pour apporter des réponses communes. C'est dans cet esprit qu'a été créé l'INEE.

1 - UNESCO

Réseau Inter-agences pour l'Education en Situations d'Urgence

L'INEE (International Network on Education in Emergencies) est un réseau mondial pour l'éducation en situations d'urgence qui regroupe plus de 18 000 membres issus de 190 pays. Les membres de l'INEE sont des salarié.e.s d'ONG, des Nations Unies, des ministères de l'éducation, des étudiant.e.s, des enseignant.e.s et des chercheur. se.s, tou.te.s engagé.e.s sur la thématique de l'éducation en situation d'urgence. Créé en 2000, lors du Forum Mondial sur l'Éducation de Dakar, l'INEE inscrit son action sur l'atteinte de l'ODD4 et le principe du droit à une éducation de qualité, universelle et inclusive, même dans des situations de crise et d'urgence. Depuis 20 ans, l'INEE a permis l'élaboration et l'adoption de normes humanitaires mondiales pour l'éducation dites « *normes minimales* » et favorise l'articulation entre les opérateurs de l'humanitaire et du développement.

Pour répondre à ces crises, complexes et plurielles, nos partenaires intensifient leurs efforts, en particulier depuis un an pour adapter leurs actions au plus près des besoins des bénéficiaires. L'impact de la crise sanitaire chez nos partenaires a vu émerger des projets d'urgence holistiques et des initiatives innovantes.

Amérique latine

En Amérique latine, zone d'intervention de quatre partenaires de PARTAGE[2], la région a été touchée de plein fouet par la crise de la COVID-19. Les inégalités importantes, la corruption rampante et la faiblesse de la protection sociale n'ont fait que renforcer l'instabilité de la région. Une grande partie des bénéficiaires et participant·es des projets mis en œuvre par nos partenaires dépendent de l'économie informelle. Les différents confinements et restrictions de déplacement ont affecté leurs activités de façon continue. Pour répondre à leurs besoins matériels pressants, nos partenaires ont distribué des kits alimentaires mais aussi, dans le cas de l'INEPE, des semences et du matériel pour réaliser des potagers familiaux, et développer ainsi la résilience communautaire.

Comme en témoigne Patricio Raza, directeur de l'INEPE, « *2020 a été une année très complexe et douloureuse, qui a soudainement créé de nouvelles conditions à tous les niveaux et dans le monde entier. Dans cette nouvelle réalité générée par la pandémie de COVID-19, de nouveaux modes de relation avec nos enfants, leur famille et la communauté ont été inventés pour contribuer à un environnement plus favorable émotionnellement et humainement, ainsi que la mise en œuvre de projets expérimentaux pour maintenir les processus d'inter-apprentissage par la virtualité* ». Une prise en compte des besoins psychologiques et émotionnels des familles est donc apparue comme une démarche nécessaire.

Une piste explorée par les partenaires comme Compartir et l'AGACC, pour répondre à la fermeture des écoles et pour assurer, autant que possible, une certaine continuité pédagogique, a été de créer, imprimer et distribuer des cahiers d'apprentissage adaptés aux niveaux des enfants. Le suivi des apprentissages était assuré par Internet, WhatsApp ou même par téléphone. Des fiches de formation ont aussi été mises à disposition des parents pour qu'ils puissent accompagner au mieux leurs enfants.

L'éducation à distance est apparue comme une réponse ponctuelle pour faire face à la crise de la fermeture des écoles.

Europe

En Europe, notre partenaire roumain, Renaitre Romania, qui soutient l'inclusion sociale des populations défavorisées de la région d'Orastie a accompagné les familles, comme le fait savoir Alina, mère de famille de trois enfants : « *L'année 2020 a été un grand défi pour moi : pendant de nombreux mois, les enfants ont suivi des cours en ligne. Je possède seulement un portable avec Internet, les enfants ne pouvaient pas suivre en même temps les cours en ligne et nous avons eu beaucoup de difficultés. En octobre, l'équipe de l'association nous a donné un ordinateur et une clé USB de connexion à Internet. Maintenant, nous avons deux appareils à utiliser et les enfants sont contents parce qu'ils peuvent participer en même temps aux cours en ligne à côté de leurs camarades de classe* ». En effet, l'association a maintenu ses activités de soutien scolaire via l'aide aux devoirs à distance, et la distribution de matériel pédagogique aux enfants via les réseaux sociaux. Mais pour bon nombre d'élèves, l'éducation à distance via des outils numériques reste un rêve inaccessible. La pandémie de la COVID-19 a révélé la fracture numérique existante.

2 - Compartir au Honduras, AGACC au Brésil, San Juan et INEPE en Équateur.

Moyen-Orient

Au Liban, depuis près d'un an et demi, date du début de la contestation du gouvernement par le peuple libanais en octobre 2019, le pays traverse une série de crises graves qui touchent durement la population, en particulier les couches les plus vulnérables, Libanais pauvres et réfugiés, et bien entendu leurs enfants.

À la crise politique s'est ajoutée une crise économique violente, qui a vu les prix se multiplier par près de 10 en l'espace d'un an. L'effondrement du pouvoir d'achat conduit nombres de familles à adopter des stratégies d'adaptation délétères pour les enfants à moyen comme à long terme, que ce soit par la réduction de la qualité et de la quantité de nourriture ou en faisant le choix de la déscolarisation pour faire travailler les enfants afin qu'ils apportent un revenu complémentaire. Le MSL et le SESOBEL, nos partenaires sur place, ont dû organiser des distributions de nourriture pour aider les familles.

Le risque de déscolariser les enfants a été accru par la fermeture des écoles depuis le début de la crise sanitaire de la COVID-19. L'éducation se fait à présent principalement à distance et en ligne, avec les difficultés d'accès que l'on imagine pour les populations les plus pauvres. Bien que ces derniers disposent en général au moins d'un smartphone, les coûts de connexion sont élevés, ce qui a conduit notre partenaire le MSL à distribuer des cartes de crédit téléphonique pour garantir un accès à l'éducation aux enfants les plus vulnérables.

Asie

En Asie, la crise sanitaire n'a pas touché tous les pays avec la même intensité. L'Inde fait partie des pays les plus impactés du monde et a dû prendre des mesures drastiques : confinements, couvre-feux, fermetures des écoles.

Quand elle s'effectue sur le long terme, la fermeture des écoles a pour conséquence directe l'abandon scolaire, parfois définitif, des enfants venant des milieux les plus fragiles, et encore plus des filles. En Inde, les écoles ont dû fermer dès février 2020 et n'ont rouvert qu'en mars 2021, pour trois mois de rattrapage, avant de commencer la nouvelle année scolaire en juin. Mais la recrudescence des cas de COVID-19 dans le pays oblige le gouvernement à fermer de nouveaux les structures scolaires à peine un mois après leur réouverture. Début mai 2021, la situation est encore dramatique.

Depuis Moradabad, Lotika Jacob, coordinatrice locale de notre partenaire SARD nous fait part de la situation : « *Depuis le premier confinement en mars 2020, les écoles primaires et maternelles n'ont pour ainsi dire jamais rouvert leurs portes. Nos enseignants travaillent très dur pour atteindre et suivre le plus d'enfants possible. Malheureusement, beaucoup d'enfants de nos villages n'ont pas les moyens d'accéder ou de suivre les cours en ligne et se retrouvent totalement privés d'éducation depuis plus d'une année* ». C'est pourquoi, SARD a réalisé et diffusé des cahiers d'apprentissage aux enfants bénéficiaires.

Afrique

Une crise de l'éducation est donc à craindre. Au-delà des répercussions sanitaires, la pandémie de COVID-19 risque de mettre à mal les efforts importants consentis par les États et la communauté internationale pour atteindre la Scolarisation Primaire Universelle. De ces exclus de la scolarisation, les premières victimes sont les jeunes filles, comme le souligne Claire Asseman, ancienne coordinatrice pédagogique de l'ONG Bel Avenir à Madagascar : « *Toutes les actions ont été entreprises dans le souci constant de garder le contact avec les bénéficiaires et leurs familles afin de les accompagner (…) pour prévenir les situations à risques telles que la maltraitance des enfants et des femmes, le travail infantile, la prostitution, les grossesses précoces, des fléaux qui sont encore plus d'actualité dans ce contexte perturbé* ».

Dans l'Océan Indien et en particulier dans la zone d'intervention de Bel Avenir, le grand sud de Madagascar, la crise est multidimensionnelle. Elle résulte d'une combinaison de plusieurs facteurs : forte croissance démographique, dépendance accrue aux importations de produits alimentaires, malnutrition chronique accentuée par les effets négatifs du changement climatique sur le secteur agricole. Ainsi, à Madagascar, plus d'1,35 million de personnes se trouvaient dans une situation d'insécurité alimentaire entre octobre et décembre 2020, plus particulièrement dans la région du grand sud où la sécheresse de l'hiver austral 2020-2021 risque d'engendrer une terrible famine[3].

À Tuléar, notre partenaire Bel Avenir a maintenu ses projets de lutte contre la malnutrition dans la région tout au long de l'année 2020. Ainsi, malgré la fermeture des établissements scolaires, la cantine de l'école des Salines gérée par l'ONG est restée ouverte. 570 élèves du primaire et 180 élèves du secondaire ont pu bénéficier quotidiennement de repas équilibrés, durant cette période d'urgence sanitaire.

Certains contextes d'intervention voient se superposer les crises, comme au Burkina Faso, où la crise sécuritaire donne un coup de frein aux efforts d'accès à l'éducation pour tous.

Depuis près de 5 ans, le Burkina Faso connait une forte dégradation de ses conditions sécuritaires et une multiplication d'attaques « djihadistes » visant les établissements scolaires et les acteurs éducatifs : menaces et assassinats d'enseignant.e.s ou de représentant.e.s des parents d'élèves, incendies des infrastructures ou destructions du matériel pédagogique. Les enseignant.e.s désertent les classes, les parents craignent pour la vie de leurs enfants. Au Burkina Faso, dans certaines régions, aller à l'école devient un acte militant. Les droits des enfants sont bafoués : les jeunes garçons risquent d'être enrôlés et les jeunes filles d'être enlevées ou mariées de force par les groupes armés.

Selon le rapport du cluster Éducation au Burkina Faso[4], 2 208 écoles sont actuellement fermées, laissant près de 314 500 élèves privés d'instruction. Dans les zones les plus menacées, les enfants ont déjà perdu deux années scolaires. Les familles fuient leurs villages et les Personnes Déplacées Internes (PDI), dont près de la moitié sont des enfants, viennent exercer une pression sans précédent sur les infrastructures des zones d'accueil. Le gouvernement a lancé en 2019 une stratégie spécifique d'éducation dans les zones à fort défi sécuritaire pour faciliter le retour à l'école de ces enfants, même dans des structures éphémères.

Notre partenaire de l'Est, l'ONG Tin Tua, particulièrement soumis à ces tensions, accompagne les familles qui accueillent les PDI pour ne pas être, à leur tour, fragilisées. Un projet spécifique « *Mieux agir en milieu hostile* » a également permis de former les enseignant.e.s et l'équipe aux comportements à adopter en cas d'attaques, et ainsi de sauver des vies.

Marie Benketaf,
Responsable de suivi de programmes Afrique

3 - D'après ONU info : news.un.org/fr/story/2021/04/1094982
4 - https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/bfa_cluster_education_sitrep_bimensuel_janv_fevrier_2021.pdf

Nouveau partenaire à Mayotte : un choix assumé d'intervenir dans un département français

En septembre 2020, PARTAGE a commencé un nouveau partenariat avec le Village d'Eva, une association située à Mayotte qui œuvre pour l'amélioration des conditions de vie des enfants en grande vulnérabilité.
Cent-unième département de France, mais aussi le plus jeune, Mayotte fait face à une surpopulation des écoles publiques. Des milliers d'enfants n'ont pas accès à l'école et vivent dans des conditions de grande précarité, 25 à 30 % de la population n'a pas accès à l'eau et 40 % du parc de logement est recensé comme précaire. Ces conditions de vie engendrent pour de nombreux enfants des problématiques d'accès aux soins, à l'éducation et à l'hygiène.

Constatant la situation de grande précarité dans laquelle vivent les enfants de Mayotte, le docteur Aurélie Arribat a créé le Village d'Eva en 2014. Afin de dispenser une éducation de qualité aux enfants, l'association a créé en 2015 le dispositif « *L'école de la rue* » né dans les bidonvilles de Kawéni, où des milliers d'enfants vivent entassés dans des habitats précaires. Aujourd'hui, le Village d'Eva dispose de ses propres locaux et dispense une éducation de qualité à des enfants exclus du système scolaire. L'association intervient également sur l'éducation à la santé, accompagne les familles dans les démarches de scolarisation, et mène des actions de plaidoyer en faveur des droits de l'enfant.

PARTAGE soutient deux volets d'intervention du Village d'Eva : le programme de réussite éducative et le programme d'éducation à la santé, dans cinq communes de Mayotte : Mtsapéré, Kawéni, Pamandzi, Combani, Trévani. Dans le cadre du programme de réussite éducative, le Village d'Eva accueille des enfants non scolarisés âgés de 3 à 16 ans afin de leur inculquer les savoirs fondamentaux. L'association organise également des cours de soutien scolaire pour les enfants ayant des difficultés d'apprentissage ou nouvellement scolarisés. Sur le volet de l'éducation à la santé, les enfants et les jeunes participent à des ateliers d'apprentissage ludiques, sur trois thématiques : la santé bucco-dentaire et l'hygiène, la nutrition, et la santé sexuelle et reproductive pour les plus âgés.

En 2020, le département de Mayotte a été confiné pendant trois mois suite à la pandémie de la COVID- 19, ce qui a contraint le Village d'Eva à fermer ses locaux au public. Mais l'association a tenu à garder contact avec ses populations bénéficiaires, en travaillant en partenariat avec des organismes

d'aide alimentaire, et en distribuant des masques de protection aux familles les plus vulnérables. Le lien pédagogique avec les enfants a également été maintenu durant toute la période de crise sanitaire, grâce à la distribution et la correction des devoirs.

Actuellement, le Village d'Eva poursuit ses activités de soutien aux enfants les plus vulnérables et a accentué son programme d'éducation à la santé, consciente de l'importance de la prévention aux risques sanitaires en temps de pandémie. L'association a également élargi son périmètre d'action pour répondre aux besoins croissants des enfants et des familles vulnérables de Mayotte.

PARTAGE est fière de soutenir le Village d'Eva en France, pour faire respecter les droits de l'enfant dans notre pays en améliorant leurs conditions de vie et leur accès à une éducation de qualité.

Yasmine Satour,
Responsable suivi de programmes Océan Indien et Europe

PARTAGE & la Coalition Éducation : projet d'étude

La Coalition Éducation rassemble 22 organisations de la société civile française. Depuis septembre 2020, un comité d'analyse et de rédaction auquel PARTAGE participe, mène, avec l'appui technique de l'UNICEF France et le soutien de l'Agence Française de Développement (AFD) et du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE), un projet d'étude intitulé « *Les réponses éducatives à la COVID- 19 portées sur l'inclusion et l'équité dans les pays du Sud* ».

Cette analyse a été effectuée sur la base de 37 initiatives menées sur le terrain, à la fois par des organisations de la société civile, mais aussi par l'UNICEF en lien avec les États, dont près de la moitié en Afrique subsaharienne. Parmi elles, deux initiatives des partenaires de PARTAGE : l'ONG Maeecha aux Comores et l'ONG Bandos Komar au Cambodge.

Cette étude permet d'identifier, de collecter et d'analyser des initiatives et des bonnes pratiques mises en œuvre durant la pandémie de la COVID-19 et de les centraliser pour que l'information soit accessible au plus grand nombre (acteurs.rices de terrains, gouvernements, acteurs.rices institutionnel.le.s...). Sans exhaustivité cela permet de mettre le curseur sur des projets pertinents, qui se sont adaptés au contexte de la COVID-19 et à leur environnement.

Tout au long de la crise, particulièrement en mars/avril 2020 mais encore aujourd'hui, les acteurs.rices de l'éducation ont dû se réinventer pour que les pertes d'apprentissage ne soient pas décuplées et que les inégalités ne croissent pas davantage pour les personnes et les foyers les plus vulnérables.

Clémentine Etienne, juriste de formation et chargée de projet pour la Coalition Éducation depuis 2019, nous éclaire sur l'importance de la participation de PARTAGE :

« L'association PARTAGE en tant que membre de la Coalition Éducation et membre du Comité de pilotage a joué un rôle important dans cette étude en prenant part au Comité d'analyse et de rédaction.

En tant qu'association de solidarité internationale, PARTAGE intervient par le biais de partenariats très étroits qu'elle lie avec des associations locales. Cette co-construction avec leurs partenaires locaux est d'autant plus intéressante qu'elle intègre une dimension participative aujourd'hui nécessaire, d'autant plus en période de crise (et/ou de multi-crises pour certains terrains). L'intégration de PARTAGE dans cette étude allait donc de soi.

La Coalition Éducation a également eu le souhait d'associer davantage les Organisation de la Société Civile (OSC) de terrain pour valoriser les retours opérationnels qui, aujourd'hui, précisent le plaidoyer que nous portons grâce à des retours du terrain, au plus près de la réalité. »

www.coalition-education.fr

Marie Benketaf,
Responsable de suivi de programmes Afrique

Le réseau bénévole en adaptation permanente face à la crise

Début 2020, la traditionnelle rencontre du réseau bénévole a été remplacée par un cycle de visioconférences : deux ont été animées par PARTAGE (bilan de l'année 2020 et projets de l'année 2021 ; critères minimaux d'intervention en ECSI[1]) ; une a été animée par PARTAGE Oise (intervention en milieu scolaire) et deux ont été animées par des associations spécialistes de l'ECSI : KuriOz (Posture de l'animateur. trice en ECSI) et Starting-block (Les grandes étapes pour monter une action d'ECSI).

Entre deux confinements, les bénévoles ont pu à nouveau intervenir dans les établissements scolaires, afin de les sensibiliser aux Droits de l'enfant, aux inégalités dans le monde et aux actions de PARTAGE. Ainsi, PARTAGE Calvados a participé à une opération « Bol de riz » dans une école primaire ; PARTAGE Auvergne et PARTAGE RA St-Étienne ont organisé des animations autour des expos photos « Cantines du monde » et « Écoles du monde », dans une école primaire et dans un collège ; PARTAGE Oise a présenté le projet Cantines du monde dans un lycée hôtelier.

Une campagne d'engagement citoyen a été lancée par PARTAGE Lyon Rhône puis PARTAGE Bordeaux Gironde. Avec la plateforme Indootem, les bénévoles propagent la générosité grâce à des totems-relais : chaque personne qui reçoit un totem-relais PARTAGE devient « Ambassadeur. rice pour les enfants du monde ». Il/Elle est alors chargé.e de réaliser une mission pour PARTAGE et de transmettre le totem-relais à un.e proche qui deviendra à son tour « Ambassadeur.rice pour les enfants du monde ».

Les missions proposées sont les suivantes :

- Suivre PARTAGE sur Facebook
- S'inscrire à la Newsletter de PARTAGE
- Devenir marraine ou parrain à PARTAGE
- Devenir adhérent.e à PARTAGE
- Partager une actualité de PARTAGE sur les réseaux sociaux
- Intégrer les bannières de PARTAGE à son site internet ou à la signature de ses emails
- Rencontrer l'équipe de bénévoles d'une antenne locale de PARTAGE

Une vente aux enchères solidaire d'œuvres d'art est organisée par PARTAGE Oise. Les bénévoles contactent des artistes afin de leur proposer de faire don d'une de leurs œuvres. Celles-ci sont ensuite présentées sur un site dédié (www. partage- encheres. fr) afin d'être vendues aux enchères le samedi 4 septembre 2021, en ligne ou en présence dans les Salles St-Nicolas à Compiègne (60). Les bénéfices de la vente permettront de financer l'accompagnement de neuf centres de loisirs et de lecture, ainsi que l'achat de fournitures scolaires pour les enfants de MAEECHA, notre partenaire en Union des Comores.

Anne-Laure NARCY, Responsable réseau bénévole et éducation au développement

1 - ECSI : Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale

13 antennes locales bénévoles

Alpes Maritimes
Jamila Ibrahimi
jamila_ibr@yahoo.fr
Tél. 06 17 06 11 15

Alsace
Christian Carau
alsace@partage.asso.fr
Tél. 06 16 41 37 45

Auvergne
Bernadette Carbonnel
carbonnelb@gmail.com
Tél. 04 73 26 23 37

Bordeaux Gironde
Joëlle Boussier
bordeaux@partage.asso.fr
Tél. 06 33 75 81 67

Calvados
Martial Legras
martiallegras@orange.fr
Tél. 02 31 82 41 25

Isère
Jean-Charles Souriau
isere@partage.asso.fr
Tél. 06 06 44 09 25

Lyon Rhône
Francis Dufour
partage.lyon.rhone@gmail.com
Tél. 06 66 02 22 13

Oise
Corinne Loverich-Bouvet
oise@partage.asso.fr
Tél. 06 14 47 52 63

Paris
Nathalie Lanoizelée
paris@partage.asso.fr
Tél. 06 08 64 53 45

Provence
Caroline Gareau
provence@partage.asso.fr
Tél. 06 79 78 65 50

RA - Saint-Étienne
Brigitte Giret
brigitte.giret.masquelier@gmail.com
Tél. 06 77 48 27 43

Région Nantaise
Christiane Dronneau
partageregionnantaise@laposte.net
Tél. 02 40 43 51 14

Vendée
Martine Bouffet Vergniol
vendee@partage.asso.fr
Tél. 02 51 54 95 61

Le parrainage : un outil pour les éducateurs au service des enfants

Suite

Nos partenaires témoignent

RACINES : « Le GERVI[1] au cœur des éditions de *Vignon Info* »

La promotion des droits de l'enfant est une thématique majeure du nouveau plan stratégique de développement de RACINES. Aussi, le département parrainage a-t-il changé d'approche en responsabilisant les enfants des écoles primaires partenaires pour la rédaction du *Vignon Info*. La mise en place du GERVI renforce donc les droits à la participation et à l'expression de ces enfants.

Cette initiative a été accueillie avec enthousiasme par les enfants, les enseignants et le corps d'encadrement. Cette réforme a modifié les rubriques du journal : les rubriques Éducation, Environnement/Santé et Découverte sont désormais entièrement rédigées par le GERVI. Le choix des écoles se fait par l'équipe Parrainage selon 3 critères : la collaboration du personnel enseignant avec l'équipe de RACINES et le respect des délais de réalisation des différentes activités. Les enfants sont identifiés par les enseignants dans les classes de CE2, CM1 et CM2 selon leur niveau scolaire, un âge minimum de 9 ans et l'accord favorable des parents. Le GERVI est composé de 21 membres, dont 18 enfants et 3 enseignants encadreurs, répartis dans 3 écoles pour une durée de 2 ans non renouvelable.

Dès son installation, le GERVI bénéficie d'une session de formation de 72 heures. Animée par un spécialiste en communication avec l'appui de l'équipe parrainage, elle permet aux participants d'avoir des notions sur les droits de l'enfant ; la structuration et les normes de fonctionnement d'un groupe ; les techniques de reportage et d'interview, la prise de photos et l'identification des thématiques.

Le GERVI tient une conférence de rédaction au cours de laquelle les titres des articles sont sélectionnés et leurs contenus définis. Sous la responsabilité des chefs de rubrique, les questionnaires sont élaborés et les grandes lignes des articles sont dressées. Cette conférence permet aussi d'identifier les enfants rédacteurs par rubrique et les personnes ressources à interviewer.

Jusque-là, cette initiative a bénéficié à 10 écoles partenaires dans les arrondissements d'Atokolibé et de Gouka et à 98 enfants et 15 enseignants. La cinquième mandature a été installée en janvier dernier jusqu'à décembre 2022.

« Ma participation au GERVI m'a permis de découvrir le métier [de journaliste] ainsi que les techniques de réalisation d'interview et de rédaction d'un article de presse. (…) J'ai remarqué une nette amélioration en expression écrite au niveau de tous les enfants du niveau III y participant. »

GBOTOU Siméon, Directeur superviseur du GERVI/ Adjigo

« J'ai été membre du GERVI à Adjigo. J'ai appris à rédiger des articles de journal pour le Vignon Info. La formation m'a aidée à bien travailler en expression écrite à l'examen du Certificat d'Études Primaires (CEP). Je suis contente quand je vois ma photo et mes articles publiés dans le journal (…). »

AHOUANSE Gloria, élève en classe de 6ème au collège de Gouka

Écrit par Samuel WINSAVI, Assistant Parrainage chez notre partenaire RACINES au Bénin

1 - GERVI = Groupe d'Enfants Rédacteurs de Vignon Info

Agir avec **PARTAGE** pour **les enfants du monde**

Parrainer

☐ **Je deviens parrain Solidarité Liban.**

À partir de 15 € par mois. *Soit 5,10 € après déduction fiscale*

Je vous envoie mon 1er versement par chèque (voir coupon ci-dessous). Je peux aussi faire un don directement par internet sur projet-liban.partage.org.

Faire un don

☐ **30 € pour des cours d'alphabétisation.**

☐ **60 € pour un appui psychologique.**

☐ **110 € pour un soutien scolaire.** *Soit 37,40 € après déduction fiscale*

☐ **Montant libre ..... €.**

Je vous envoie mon don par chèque à l'ordre de PARTAGE.
Je peux aussi faire mon don directement par internet sur soutenir.partage.org/projet-liban

Vos dons sont déductibles de vos impôts ! Vous pouvez bénéficier d'une réduction d'impôts de 66 % du montant de vos dons à PARTAGE, dans la limite de 20 % de votre revenu net imposable.

BU180

M. ☐ Mme ☐

Raison sociale

Nom

Prénom

Adresse complète

Code postal Ville

Pays

Téléphone

Email

Votre référence PARTAGE, si vous nous soutenez déjà

BU180

☐ J'accepte de recevoir des informations de la part de PARTAGE par email

PARTAGE s'engage à ne pas louer ou échanger vos coordonnées à d'autres organismes.

Merci de remplir ce coupon et de nous le retourner, le cas échéant, accompagné de votre règlement par chèque à l'ordre de PARTAGE en fonction de votre choix, à :

PARTAGE,
40 rue Vivenel, BP 70311
60203 Compiègne Cedex